Le 19 février 2025

Une image contenant texte, logo, Police, Graphique

Description générée automatiquement

|  |
| --- |
| Collège Communal de BEAUVECHAIN  Via  mobilite@beauvechain.be |

**Association environnementale reconnue par la Wallonie**  **pour la défense et la promotion de la mobilité douce**  N° entreprise 4562 08 816 (dénommée « Itinéraires Wallonie » jusqu’au 12.6..2021) siège social : rue Laschet 8, 4852 Hombourg

OBJET : BEAUVECHAIN Hamme-Mille enquête publique déplacement du sentier 24 Réclamation

Madame la Bourgmestre

Mesdames et Messieurs les Echevins

La présente vous est adressée dans le cadre de l’enquête publique en cours depuis le 16 février et visant à déplacer le sentier 24 de Hamme-Mille en limite de la propriété de Valduc

1° CONSIDERATIONS FORMELLES :

Nous formulons préalablement une remarque formelle relative à l’affichage. Il existe une pancarte au Vieux Chemin de Louvain, au départ du tronçon qui mène à la drève et une autre au bout du sentier 31 au croisement avec la rue de la Justice mais il n’y en a aucune à l’autre extrémité de la partie du sentier 24 dont la suppression est postulée par les demandeurs, à savoir à la ruelle des Bœufs ou à l’endroit où le projet veut faire déboucher le nouveau tracé sur cette rue figurant pourtant dans le réseau des voies publiques de Hamme-Mille (chemin N°4) . Cette lacune ne répond pas aux exigences de l’article 24, 5° a) du décret du 6.2.2014.

Nous n’avons pas non plus pu trouver le quotidien dans lequel a été publié l’avis d’enquête publique conformément à l’article 24 ,5° b) du décret du 6.2.2014 mais peut être cette publication nous a échappé.

2° CONSIDERATIONS PAR RAPPORT AU JUSTIFICATIF APPORTE PAR LE DEMANDEUR : Comme le reconnait l’auteur de la demande , propriétaire du domaine de Valduc ,le sentier 24 reliant à l’atlas le nord du village de Hamme à la rue des Bœufs a été moins utilisé à partir du moment où l’ancien propriétaire a accepté tacitement (car c’est cela la réalité) que l’on utilise la Drève de Valduc . La comtesse n’a en effet jamais évoqué à cette époque qu’il s’agissait d’une tolérance ou d’un remplacement du sentier 24.

Elle a aussi laissé faire la commune qui a placé à l’époque deux lampes d’éclairage public sur la drève. Ce type d’investissement ne peut être fait que sur une voie publique. Même si ces lampes ont été supprimées en 2019 lors du renouvellement de l’éclairage public, il s’agissait tout de même d’actes d’appropriation de la part du pouvoir public car elles ont subsisté plus de 30 ans. Cependant l’autorité communale de Beauvechain a refusé de considérer comme public le fait que les citoyens de Hamme-Mille se soient promenés durant plus de 30 ans sur la Drève de Valduc en toute liberté.

L’actuel propriétaire a considéré dès son arrivée qu’il s’agissait d’une simple tolérance et la commune a admis cette thèse. La drève a été fermée au public.

En toute logique les utilisateurs ont alors réclamé la réhabilitation du sentier 24 qui traverse la drève perpendiculairement et la commune a rétabli une passerelle sur la rivière Nethen à l’endroit où ce sentier la traverse.

Cependant cette réhabilitation dérange aussi le propriétaire du domaine de Valduc dont l’ambition unique est de ne voir aucun intru à l’intérieur de son domaine.

Il propose dès lors une déviation du sentier 24 tout autour de son domaine sans jamais le pénétrer.

Il invoque des arguments de biodiversité car le sentier traverserait un éco-système composé d’une faune et d’une flore fragiles et sensible à préserver. Il considère que le passage de promeneurs et de leurs chiens ou de cyclistes ( non autorisés selon lui ) serait dévastatrice pour la biodiversité.

On soulignera ici que les adversaires des sentiers et chemins destinés à la mobilité douce tels que le sentier 24 invoquent toujours la biodiversité comme argument. Il doit leur être rappelé que sur le tracé d’un sentier comme d’un chemin, il n’existe AUCUNE biodiversité à protéger car selon l’arrêt de cassation du 18.3.1870 la fonction de mobilité d’un chemin ou sentier exclut tout autre usage (agricole ou environnemental.)

On soulignera aussi que selon les normes environnementales européennes et wallonnes, la mobilité douce fait aussi partie de l’environnement à préserver, au même titre que la biodiversité et qu’il y a équipollence entre les normes légales relatives à la biodiversité et celles relatives à la mobilité douce. Par conséquent il ne saurait y avoir de prédominance des normes de biodiversité sur celles relatives à la mobilité douce sur le sentier 24 de l’atlas.

En ce qui concerne la prétendue interdiction des cyclistes sur le sentier 24, il y a lieu de rappeler que le sentier 24 à l’atlas est crédité d’une largeur de 1,70 m , ce qui implique que tout véhicule de moins de 1,7 m de largeur y est autorisé. Pour les parties forestières du sentier aussi, le code forestier autorise cyclistes et cavaliers sur toute voie dont la largeur légale est de plus de un mètre, ce qui est le cas. Sauf règlement communal spécifique interdisant d’autres usagers que les piétons, le sentier 24 est accessible aux cyclistes et cavaliers.

L’autre argument de biodiversité invoqué concerne une promotion immobilière « Ludaphar » qui amènerait des centaines de promeneurs supplémentaires qui, selon le promoteur serait dévastatrice pour cette zone naturelle. Ces considérations peuvent être invoquées pour les effets du futur tracé que voudrait le demandeur car à cet endroit il n’existe pas encore d’inconvénient mais pas sur le tracé existant du sentier 24 qui est déjà pratiqué.

Au niveau mobilité le demandeur estime que le sentier 24 n’est guère utilisé depuis 30 ans et il invoque à cet effet l’accord conclu entre l’ancienne propriétaire et les promeneurs au sujet de la drève remplaçant le sentier 24

Il faut ici lui rappeler que l’accord était un accord tacite unilatéral de la propriétaire qu’elle n’a pris avec aucun promeneur mais de son propre chef, persuadée que devant la possibilité d’utiliser la drève, les promeneurs délaisseraient le sentier 24 qui est moins commode à la promenade.

En réalité le sentier 24 n’a jamais été complètement abandonné par les plus intrépides promeneurs et comme la jurisprudence de cassation (13.1.1994) garantit la pérennité des sentiers et chemins où le public circule sporadiquement , il n’y a pas de possibilité pour le demandeur d’invoquer une quelconque prescription du sentier 24 historique avant le 1.9.2012 , date à partir de laquelle son imprescriptibilité est absolue.

Il invoque ensuite la traversée du champ de M X. de Brabandère régulièrement labouré et où les promeneurs avancent selon lui à leur guise sur ce qu‘ils jugent aléatoirement un supposé sentier. On rappellera ici que l’arrêt de cassation du 18.3.1870 interdit implicitement de labourer le tracé d’un sentier et que donc la faute revient à l’exploitant qui rend le tracé du sentier plus difficile à reconnaitre.

Il évoque ensuite une partie très abrupte et une autre très humide du sentier 24. C’est précisément en tenant compte de ces caractéristiques que la précédente propriétaire avait suggéré tacitement l’utilisation de sa drève. L’actuel propriétaire voudrait priver les utilisateurs tant de la drève que du sentier 24 pour leur présenter un tracé contournant sa propriété. C’est évidemment totalement inadmissible et osé.

Le demandeur agite ensuite à l’égard de la commune le spectre du cout de la réhabilitation des tronçons plus difficiles en rappelant qu’il s’agit d’une obligation légale. Il prétend aussi (sans preuve) que les utilisateurs s’écartent du tracé légal et violent sa propriété privée. Il prétend aussi que le tracé légal comporterait des arbres. Cela n’est pas incompatible avec la présence d’un sentier de 1,7 m de largeur. Il y a lieu de rappeler qu’en Belgique aucun arbre n’atteint un tel diamètre et que le passage est donc toujours possible.

Le demandeur se préoccupe ensuite des finances communales en considérant que l’effort financier sera considérable si la commune doit réhabiliter le tracé légal existant.

Il invoque aussi la sécurité et le danger de vieux arbres multicentenaires menaçant de tomber sur le sentier. Il oublie de préciser que toute commune peut interdire la circulation sur les sentiers forestiers par exemple en cas de vent de plus de 80 km/h.

Enfin il évoque une diminution de la superficie dédiée à l’agriculture dans le champ de M de Brabandere. Il oublie de préciser que selon la jurisprudence de cassation du 18.3.1870, ce dernier n’a pas le droit de cultiver l’assiette du sentier et que s’il garde la propriété, il est en réalité dépossédé du domaine utile du sol. L’arrêt de cassation précité du 18.3.1870 stipule en effet : « *La servitude de chemin (ou sentier) vicinal , absorbe complètement , et ni plus ni moins que le chemin établi sur le sol communal, le domaine utile du sol aussi longtemps qu’elle subsiste ; son existence, son usage même pour le simple passage, les règles de la loi qui la régit sont absolument incompatibles avec ce domaine utile, avec l’exercice des droits dans lesquels il consiste, avec les droits de semer, planter, récolter, bâtir, creuser ; ces droits rencontrent pour leur exercice un obstacle insurmontable dans le passage continu du public , dans les mesures de l’autorité publique destinées à en assurer la sûreté, la commodité et la salubrité ; dans celles qu’elle doit prendre afin de ls entretenir en bon état de viabilité, telles que l’empierrement et même le pavage selon les exigences du sol*. »

M de Brabandere ne l’entend certes pas de cette manière puisque non seulement il cultive le tracé du sentier et l’ensemence comme le font la plupart des fermiers sur les sentiers traversant leurs champs mais il se permet en outre depuis des années des agressions verbales , une agression physique, des intimidations, des coups de fusils (heureusement en l’air) quand on traverse son champ, l’enlèvement systématique des repères placés par les promeneurs pour éviter que certains d’entre eux se dispersent) l’enlèvement des deux derniers panneaux placés par la commune après réfection de la passerelle, sans oublier que le sentier a toujours été labouré sans le moindre retraçage . Ce monsieur a dès lors besoin d’un recadrage par l’autorité publique plutôt que d’une faveur consistant à mettre le tracé du sentier en zig-zag le long du bois pour aboutir à la ruelle des Bœufs puis parcourir celle-ci jusqu’au point de contact du tracé historique avec cette rue afin de continuer en face vers la chapelle St Corneille où ce sentier 24 se prolonge ensuite. Le détour souhaité par M de Brabandere équivaut à presque tripler la longueur du sentier autour du champ de M de Brabandere (tracé fuchsia sur le plan ci-après (ou on notera que les tracés des sentier 26 et 27 dans le bois avaient déjà été supprimés en 1904 (tracés barrés en rouge sur le plan) . Le détour proposé par M de Brabandere autour de son champ est absolument inacceptable en raison des nombreux zig-zags qu’il implique sur le sentier 24 qui reliait historiquement le nord du village de Hamme à la chapelle St Corneille selon un tracé relativement rectiligne qu’il y a lieu de maintenir. Il s’agit de la seule liaison en mobilité douce reliant les villages de Hamme et de Mille qui ne formaient déjà qu’une seule commune avant les fusions de communes. Les propriétaires du domaine de Valduc et du champ ont acquis leur bien en pleine connaissance de cause et n’ont qu’à supporter la charge de la servitude publique de passage qui grève leur bien sans mesure d’intimidation à l’égard des utilisateurs de cette voie publique.

Nous démentons catégoriquement les allégations des demandeurs concernant la longueur du tracé qu’ils sollicitent par rapport au tracé historique.

Les beautés des sites traversés par leur projet de contournement ne sont pas niées mais n’équivalent pas celles des abords des étangs de Valduc près desquels passe le tracé historique du sentier 24. De toute manière les considérations esthétiques ne relèvent en rien de la mobilité douce qu’entend prôner le décret, pas plus que les considérations de biodiversité. Seule l’amélioration de la mobilité douce est exigée par le décret et celle-ci est nettement moins bien rencontrée en raison de la longueur totale accrue (+ un tiers) sur l’ensemble du tracé concerné (triplement dans le champ de M de Branbandere)

Ce projet ne répond dès lors pas au prescrit de l’article 1er du décret voirie du 6.2.2014 et doit être rejeté par l’autorité communale .

Une image contenant carte, texte, ligne, atlas

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Le paragraphe suivant de la justification de la demande mentionne la seule et unique raison véritable du projet du demandeur, à savoir que le sentier 24 de l’atlas « passe au beau milieu de la propriété de M Antoine Dupuis. Les promeneurs progressent sur une portion du sentier qui donne une vue à 180° sur le parc qui borde le château et sur la terrasse de ce dernier » . Les promeneurs s’y installeraient pour profiter de la vue et il considère que cela « constitue une atteinte à son droit de jouissance paisible et privative des lieux »

Une image contenant carte, texte, atlas

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Sur cette carte on remarquera que la distance la plus courte entre le sentier 24 et le premier bâtiment du domaine de Valduc est de 140 m environ en zone forestière. Les autres bâtiments sont à près de 300 m Il n’y a donc aucune vue gênante sauf évidemment pour celui qui considère que toute personne traversant sa propriété est gênante même à pareille distance des parties privatives.

En ce qui concerne le tracé modifié proposé par le demandeur on note au niveau biodiversité qu’il établit comme un postulat que la zone des étangs de Valduc (entre lesquels passe le sentier 24) doit être préservée et contournée car cet écosystème ne doit pas selon lui être envahi par les promeneurs et leurs chiens. L’objectif est de diminuer la pression récréative au cœur de cette zone afin de préserver selon lui la biodiversité. Cette rengaine dédaigneuse à l’égard du promeneur adepte de la mobilité douce est évidemment inadmissible dans le cadre d’une demande de modification du tracé du sentier.

Les constatations observées par les 808 observations réalisées en 20 ans par 33 observateurs différents peuvent être faites en de très nombreux endroits en Belgique et ne permettent en rien de justifier un sort privilégié à ce périmètre autour des étangs de Valduc . Il s’agit purement et simplement d’un argumentaire polyvalent pouvant être invoqué dans n’importe quel milieu naturel en Belgique. Si on devait suivre cette logique on supprimerait tous les sentiers partout et on confinerait les promeneurs au centre des zones habitées. C’est un argumentaire irrelevant en matière de voirie. La police de la voirie publique ne peut pas être soumise à une police autre , qu’elle soit environnementale ou urbanistique

Au niveau mobilité le demandeur prétend que le nouveau tracé présente environ la même distance que le tracé actuel (environ 1100 m pour le tracé actuel et 1000 m pour le nouveau proposé. Il omet de préciser que ces 1000 m amènent au sentier 31 et que pour rejoindre le nord de Hamme où aboutit le sentier 24 actuel, il faut alors emprunter le sentier 31 puis le chemin 18 (qu’il appelle erronément 12 ?) . Ceci a pour effet que pour relier la rue des Bœufs au Vieux chemin de Louvain à l’endroit où arrive le sentier 24 de l’atlas , il faut plus de 1600 m au lieu de 1100 m. ce qui est un allongement de plus d’un tiers.

Mais ce qui est le plus grave, c’est que cette décision aurait pour conséquence de créer un grand espace tout autour de Valduc sans le moindre accès public, ce qui est absolument contraire à l’article 1er du décret du 6.2.2014

Cet article stipule clairement que le décret du 6.2.2014 relatif à la voirie communale *a pour but de préserver l’intégrité, la viabilité et l’accessibilité des voiries communales* ***ainsi que d’améliorer leur maillage****».*

Il précise en outre qu’il tend à actualiser le réseau des voiries communale . Par *actualisation il faut entendre la confirmation , la suppression, le déplacement ou la création de voiries communales en fonction des situations de fait et de droit et de* ***la nécessité de renforcer le maillage des voiries communales pour rencontre notamment les besoins de mobilité douce actuels et futurs****.*

Une image contenant carte, texte, atlas, Plan

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Or sur ce plan on constate clairement que le projet consistant à remplacer le tracé jaune par le tracé en pointillé Fuchsia revient à détricoter la maille CDEGH pour la remplacer par le tracé en fuchsia contournant le domaine de Valduc par le sud en supprimant la ligne droite qui relie actuellement Hamme et Mille pour la mobilité douce et en excluant donc toute circulation publique de mobilité douce sur l’itinéraire le plus rectiligne entre les deux villages.

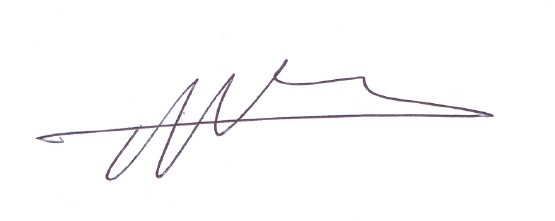
Nous demandons dès lors au Conseil communal de Beauvechain de rejeter la demande de modification du tracé du sentier 24 dans son ensemble car elle contrevient nettement aux objectifs de l’article 1er du décret du 6.2.2014 relatif à la voirie communale en détricotant la maille de Hamme vers Mille existante pour la mobilité douce qu’elle voudrait remplacer par un ensemble en forme de zig-zag tantôt au nord, tantôt au sud du tracé historique mais non conforme aux objectifs du décret.

Veuillez agréer, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l’assurance de notre meilleure considération

Pour l’ASBL Chemins de Wallonie

Albert STASSEN

Président

 (commissaire d’arrondissement honoraire)